

Considérant qu'en vue du bon fonctionnement du Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées il s'impose d'urgence de désigner les fonctionnaires chargés de surveiller l'exécution et l'application des dispositions réglementaire et décretales relatives à l'intégration sociale des personnes handicapées;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La surveillance de l'exécution des dispositions du décret du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées et les arrêtés pris en vertu de ce décret est assumée par les fonctionnaires désignés à ces fins par le Ministre et titulaires des grades de " adjoints du directeur, spécialistes en chef et spécialistes " préalablement titulaires de l'un des grades suivants :

- Conseiller pédagogique, conseiller adjoint pédagogique, secrétaire d'administration-pédagogue;
- Inspecteur principal-chef de service, inspecteur principal, inspecteur;
- Infirmier gradué principal, infirmier gradué de première classe, infirmier gradué "

Art. 2. Outre les personnes visées à l'article 1er le Ministre peut charger d'autres fonctionnaires spécialisés en la matière de tâches spécifiques de surveillance telles qu'elle sont décrites au chapitre X du décret précité du 27 juin 1990.

Art. 3. L'article 68 du décret précité du 27 juin 1990 produit ses effets le 1er janvier 1995.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Art. 5. Le Ministre flamand qui a l'aide aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget,
des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DE MEESTER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 1995

[S-C — 29232]

**6 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère)
orientation santé mentale et psychiatrie**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 49, 57 et 66;

Vu la directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de la libre prestation des services, modifiée par les directives 81/1057/CEE du 14 décembre 1981, 89/595/CEE du 10 octobre 1989, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées, notamment l'article 6bis;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1957 portant coordination des lois du 29 juillet 1953 et du 27 juillet 1955 sur l'enseignement technique tel qu'il a été modifié;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal n° 541 du 31 mars 1987 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et modifiant l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux des 25 juillet 1959, 9 juillet 1960, 12 mars 1963, 21 décembre 1965, 3 avril 1979, 17 mai 1979, 16 mai 1980, 13 septembre 1982, 1er février 1993 et 6 novembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux des 13 août 1962, 3 avril 1979, 16 mai 1980, 13 septembre 1982, 1er février 1993 et 6 novembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1965 fixant le programme des examens pour l'obtention du brevet d'infirmier et d'infirmière;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure de l'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire tel qu'il a été modifié;
Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 10 mai 1994;
Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3;
Vu l'urgence motivée par la nécessité d'organiser sans retard l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section « soins infirmiers » en concordance avec les directives européennes précitées,
Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Santé et du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Section Ire. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

« école », tout établissement ou toute partie d'établissement qui dispense un enseignement de plein exercice, classé dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire — section « soins infirmiers ».

« section soins-infirmiers », catégorie à laquelle appartiennent les établissements qui délivrent les brevets visés à l'article 2 du présent arrêté, conformément aux dispositions qu'il contient.

« orientation », formation durant laquelle une partie déterminée du programme d'une section est accentuée en vue d'accroître une compétence dans un domaine particulier.

« élève régulier », tout élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit pour l'ensemble des cours d'une année d'études déterminée et en suit effectivement et assidûment les cours et stages dans le but d'obtenir, s'il échec, à la fin de l'année scolaire, les effets de droits attachés à la sanction des études.

Sauf cas de force majeure à apprécier par le chef d'établissement, n'est plus régulier l'élève qui compte plus de 60 demi-jours d'absence.

« jury », le jury constitué par la Communauté française et chargé de l'organisation des examens et de l'examen final menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) ou du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie. Le jury visé à la section Ire du chapitre IV ne répond toutefois pas à la présente définition.

« conseil de classe », ensemble des membres du personnel enseignant qui, présidé par le chef d'établissement ou par son délégué, est chargé de former un groupe donné d'élèves et de déterminer si sont atteints les critères de réussite fixés par le présent arrêté. Le conseil de classe se prononce à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

« épreuve » opération de contrôle portant sur une partie déterminée du programme d'une année d'études. L'épreuve préparatoire visée à l'article 4 et au chapitre IV ne répond toutefois pas à la présente définition.

« examen », ensemble des épreuves d'une année d'études à l'exclusion de celles de la dernière année d'études.

« examen final », ensemble des épreuves de la dernière année d'études.

« stages », activités, également appelées « enseignement clinique » dans la directive 1977/453/CEE du 27 juin 1977, pendant lesquelles l'étudiant apprend, dans des institutions et services tant hospitaliers qu'extra-hospitaliers, à programmer, organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers requis.

« rapport de soins », document rédigé par les élèves ou les candidats au jury, destiné à fournir la preuve de l'acquisition d'une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers.

« décision d'équivalence », décision rendue en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers et de son arrêté d'application du 31 juillet 1971.

Section 2. — Du programme et de la sanction des études

Art. 2. § 1er. Les études menant à l'obtention des brevets d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie comportent trois années d'études dont l'annexe I fixe les objectifs finaux et intermédiaires et l'annexe II, le programme minimum.

§ 2. Une année d'études comporte quarante semaines de trente-six périodes de cinquante minutes.

§ 3. La formation comporte au total 2 240 périodes d'enseignement clinique réparties comme suit :

640 périodes en 1^{re} année, 760 périodes en 2^e année et 840 périodes en 3^e année.

Le programme de cet enseignement est déterminé par le Ministre qui a la santé dans ses attributions.

§ 4. Dans les écoles, la formation comporte 2 080 périodes d'enseignement théorique et pratique réparties comme suit:

	1c	2c	3c
Sciences infirmières	480	360	320
Sciences fondamentales	160	200	120
Sciences sociales	40	40	80
Au choix de l'établissement	120	80	80

§ 5. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions ou son délégué peut autoriser une école à organiser une ou plusieurs classes d'une année d'études selon un horaire décalé à la condition que le nombre total de classes de l'année d'études concernée ne soit pas supérieur à celui qui résulte de l'application des normes de dédoublement et que les dispositions du présent arrêté soient intégralement appliquées aux classes dotées de l'horaire décalé.

Art. 3. § 1er. Une attestation de réussite établie conformément aux modèles fixés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est délivrée aux lauréats des examens des 1^{re} et 2^e années d'études et de l'examen final.

§ 2. Les brevets visés à l'article 2 dont les modèles sont fixés par le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions, sont délivrés par les écoles ou par le jury aux lauréats de l'examen final, après avoir été visés par les délégués des ministres ayant l'enseignement secondaire et la santé dans leurs attributions puis immatriculés dans le respect des règles fixées par le ministre fédéral qui a la santé dans ses attributions.

§ 3. Est lauréat celui ou celle qui a satisfait à l'ensemble des conditions de réussite visées au chapitre II.

Section 3. - Des conditions d'inscription

Art. 4. § 1er. Pour être régulièrement inscrit à la 1^{re} année d'études dans une école ou à l'examen de la 1^{re} année d'études au jury, le candidat doit produire :

- 1^o un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin de l'établissement fréquenté, soit par un médecin du service de santé administratif;
- 2^o un certificat de bonne vie et moeurs délivré depuis moins de trois mois;
- 3^o un des titres suivants :
 - a) certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur;
 - b) certificat d'études de 6^e année d'enseignement secondaire professionnel de plein exercice;
 - c) certificat attestant la réussite de l'épreuve préparatoire prévue au chapitre IV du présent arrêté;
 - d) certificat attestant la réussite de l'épreuve préparatoire prévue au chapitre II de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière;
 - e) décision d'équivalence à l'un des titres visés ci-dessus;
 - f) à titre conservatoire, le brevet de puéricultrice obtenu avant le 30 juin 1987 ou l'attestation de réussite de 6^e année d'enseignement secondaire professionnel de plein exercice obtenue avant le 30 juin 1985.

§ 2. En ce qui concerne le jury :

- a) le titre visé au § 1er, 3^o, à l'exception de la décision d'équivalence, doit avoir été obtenu au plus tard lors de l'année civile qui précède celle de l'inscription;
- b) le candidat est tenu de présenter un relevé de stages attestant qu'il a effectué au moins les 640 périodes de stages prévues en 1^{re} année ou le volume fixé par la décision d'équivalence.

Art. 5. § 1er. Pour être régulièrement inscrit à la 2^e année d'études dans une école ou à l'examen de la 2^e année d'études au jury, le candidat doit produire l'attestation de réussite de la 1^{re} année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) ou du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie ou du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers-spécialité psychiatrique ou la décision d'équivalence à l'une de ces attestations.

§ 2. En ce qui concerne le jury :

- a) l'attestation de réussite visée au § 1er, à l'exception de la décision d'équivalence, doit avoir été obtenue au plus tard lors de l'année civile qui précède celle de l'inscription;
- b) le candidat est tenu de présenter les documents visés à l'article 4, § 1er, 1^o et 2^o, ainsi qu'un relevé de stages attestant qu'il a effectué au moins les 760 périodes de stages prévues en 2^e année ou le volume fixé par la décision d'équivalence.

Art. 6. § 1er. Pour être régulièrement inscrit à la 3^e année d'études dans une école ou à l'examen de la 3^e année d'études au jury, le candidat doit produire l'attestation de réussite de la 2^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) ou du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie ou du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers-spécialité psychiatrique ou la décision d'équivalence à l'un de ces titres.

§ 2. En ce qui concerne le jury :

- a) l'attestation de réussite visée au § 1er, à l'exception de la décision d'équivalence, doit avoir été obtenue au plus tard lors de l'année civile qui précède celle de l'inscription;
- b) le candidat est tenu de présenter les documents visés à l'article 4, § 1er, 1^o et 2^o, ainsi qu'un relevé de stages attestant qu'il a effectué au moins les 840 périodes de stages prévues en 3^e année ou le volume fixé par la décision d'équivalence.

CHAPITRE II. - Des examens et des conditions de réussite

Section 1re. - Au jury

Art. 7. Les examens et l'examen final comportent :

1^o une épreuve écrite préalable portant sur trois des cours figurant au programme de l'année d'études concernée tel qu'il est fixé à l'annexe II du présent arrêté;

2^o les épreuves pratiques suivantes, chacune comportant une partie réalisée au chevet du patient et un rapport de soins :

en 1^{re} année, deux épreuves portant sur les soins infirmiers généraux et/ou sur les soins infirmiers aux personnes âgées;

en 2^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère), deux épreuves portant l'une, sur les soins infirmiers en médecine et l'autre, sur les soins infirmiers en chirurgie;

en 2^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie;

en 3^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère), trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers généraux ou aux personnes âgées;

en 3^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie;

3^o les épreuves orales portant sur tous les cours figurant au programme de l'année d'études concernée.

Art. 8. § 1er. Ne sont admis aux épreuves pratiques que les candidats ayant obtenu au moins 50 % des points à l'épreuve écrite préalable.

§ 2. Ne sont admis aux épreuves orales que les candidats ayant obtenu au moins 60 % de l'ensemble des points attribués aux épreuves pratiques et au moins 50 % des points attribués à chacune d'entre elles.

La cotation de chaque épreuve pratique se calcule en attribuant un coefficient de pondération de deux tiers à la partie réalisée au chevet du patient et d'un tiers au rapport de soins.

§ 3. Sont déclarés lauréats des examens de 1^{re} et de 2^e année, les candidats ayant obtenu au moins 50 % des points attribués à chacune des épreuves orales.

§ 4. Sont déclarés lauréats de l'examen final, les candidats ayant obtenu au moins 60 % du total des points attribués à l'ensemble des épreuves de l'examen final et au moins 50 % des points attribués à chacune des épreuves orales.

Section 2. — Dans les écoles

Art. 9. Les examens et l'examen final comportent :

1° les épreuves théoriques portant sur les cours dont l'annexe II du présent arrêté détermine l'année d'études ultime pendant laquelle ils doivent avoir été dispensés. Un cours dispensé dans une année déterminée doit faire l'objet d'une épreuve à la fin de cette année.

2° Les épreuves pratiques suivantes :

— en 1^{re} année, deux épreuves portant sur les soins infirmiers généraux et/ou sur les soins infirmiers aux personnes âgées;

— en 2^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère), deux épreuves portant l'une, sur les soins infirmiers en médecine et l'autre, sur les soins infirmiers en chirurgie;

— en 2^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie;

— en 3^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère), trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers généraux ou aux personnes âgées;

— en 3^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie.

Art. 10. Ne sont admis à présenter les examens ou l'examen final que les élèves réguliers ayant obtenu au moins 60 % des points à l'évaluation continue de l'enseignement clinique. Cette évaluation doit se baser au minimum sur les rapports de soins que sont amenés à rédiger les élèves à raison en moyenne d'un rapport par cent périodes de stages.

Art. 11. § 1^{er}. Sont déclarés lauréats des examens de 1^{re} et de 2^e année, les élèves ayant obtenu au moins :

a) 50 % des points dans chacune des épreuves;

b) 60 % des points attribués à l'ensemble constitué par l'évaluation continue visée à l'article 10 et par les deux ou trois épreuves pratiques selon le cas. L'évaluation continue et l'ensemble des deux ou trois épreuves pratiques selon le cas sont à prendre en considération avec un coefficient de pondération identique;

c) 50 % des points attribués à l'ensemble de l'examen.

§ 2. Sont déclarés lauréats de l'examen final, les élèves ayant obtenu au moins :

a) 50 % des points dans chacune des épreuves;

b) 60 % des points attribués à l'ensemble constitué par l'évaluation continue visée à l'article 10, les trois épreuves pratiques et un travail de synthèse démontrant la capacité de l'élève à atteindre le premier objectif intermédiaire « savoir-faire de 3^e année » repris à l'annexe I du présent arrêté;

c) 60 % des points attribués à l'ensemble de l'examen final.

La cotation de l'ensemble visé au point b) ci-dessus est à calculer en prenant en considération un coefficient de pondération de :

— 20 % pour le travail de synthèse;

— 35 % pour l'évaluation continue;

— 45 % pour l'ensemble des trois épreuves pratiques.

§ 3. Le Conseil de classe détermine souverainement la liste des épreuves de repêchage que doivent présenter les élèves ayant satisfait aux conditions fixées aux points b et c des paragraphes 1 et 2 mais pas à celle fixée au point a) des mêmes paragraphes.

CHAPITRE III. — Des stages et de la protection sanitaire

Art. 12. § 1^{er}. Sauf en cas de force majeure à apprécier par le Ministre ayant la santé dans ses attributions, les stages ne sont pas organisés pendant les vacances d'hiver, les vacances de printemps et les vacances d'été.

§ 2. Les règles suivantes sont d'application aux stages :

1° au cours de la 1^{re} et de la 2^e année d'études, l'heure du début et celle de la fin du stage ne peuvent être séparées que par un maximum de 10 heures;

2° au cours de la 3^e année d'études, 50 % au minimum des stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités concernés,

3° seulement au cours de la 2^e et de la 3^e année d'études, des stages peuvent être organisés pendant le week-end et ce à concurrence de 11 week-ends au maximum répartis sur deux années d'études.

§ 3. Les règles suivantes sont d'application aux stages accomplis la nuit :

1° au cours de la 1^{re} et de la 2^e année d'études, aucun stage ne peut être organisé la nuit;

2° au cours de la 3^e année d'études, entre quatre et huit services de nuit doivent être organisés;

3° chaque prestation nocturne doit avoir une durée de huit heures au minimum;

4° au cours du stage nocturne, l'élève doit être placé sous la surveillance effective d'un(e) infirmier(ère) présent(e) dans le service ou unité concerné(e).

§ 4. Le stage de jour comme de nuit ne peut, en aucun cas, empêcher l'élève d'assister aux cours, ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

Art. 13. Les élèves sont soumis chaque année au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmier(ère)s. Les Ministres ayant la santé et l'enseignement secondaire dans leurs attributions sont chargés de déterminer les modalités de ce contrôle.

*CHAPITRE IV. — Des jurys**Section 1^{re}. — Epreuve préparatoire*

Art. 14. § 1^{er}. L'épreuve préparatoire aux études visées à l'article 2 est présentée devant un jury dont le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions fixe annuellement la composition et approuve le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. L'épreuve visée au § 1^{er} est organisée à raison de deux sessions par an.

§ 3. La participation aux frais d'organisation est fixée à 2 000 (deux mille) francs pour chacune des deux sessions. Ce montant sera acquitté par le candidat lors de chaque inscription.

§ 4. Le candidat qui, à l'issue de la première session, a reçu au moins une dispense et dès lors ne se trouve pas en situation d'ajournement général, est dispensé des frais d'inscription à la seconde session.

Art. 15. Pour être admis à l'épreuve préparatoire, les candidats doivent être âgés de 18 ans au moins ou atteindre cet âge au plus tard le 31 décembre de l'année de l'organisation de l'épreuve.

Art. 16. L'épreuve visée à l'article 14 § 1er comprend :

1° une partie écrite de maturité comportant :

a) le résumé d'un exposé oral d'ordre général d'une durée d'environ vingt minutes 50 points

b) le commentaire du même exposé 50 points

2° une partie orale de capacité portant sur les branches suivantes :

a) mathématiques 50 points

b) chimie 50 points

c) physique 50 points

d) biologie 50 points

Le programme est déterminé par le jury et approuvé par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions. Il doit être d'un niveau correspondant au moins à celui d'une sixième année secondaire — enseignement professionnel.

Art. 17. § 1er. Subit l'épreuve préparatoire avec succès, le candidat qui obtient 50 % des points dans chacune des branches et 60 % des points pour l'ensemble.

§ 2. Le candidat qui obtient moins de 50 % des points pour l'ensemble des branches est en situation d'ajournement général à l'issue de la 1re session et de refus à l'issue de la 2e session.

§ 3. Le candidat qui, à l'issue de la 1re session, obtient pour l'ensemble des branches une cote au moins égale à 50 % mais inférieure à 60 % des points, obtient une dispense, lors de la 2e session, pour les branches où il a obtenu 60 % au moins à l'issue de la 1re session.

§ 4. Le candidat, qui à l'issue de la 1re session, obtient 60 % des points pour l'ensemble des branches, doit représenter en 2e session les branches où il n'a pas obtenu 50 % au moins à l'issue de la 1re session.

Section 2. — Organisation du jury

Art. 18. § 1er. Le jury organise deux sessions par an pour chacune des années d'études conduisant à l'obtention des brevets visés à l'article 2 et des attestations visées à l'article 3.

§ 2. La participation aux frais d'organisation est fixée à 2 000 (deux mille) francs pour chacune des sessions. Ce montant sera acquitté par le candidat lors de chaque inscription.

Art. 19. Le jury a son siège au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. Il peut décider de délocaliser l'organisation de certaines épreuves. Il établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 20. § 1er. Le jury se compose :

1° d'un président choisi parmi les médecins fonctionnaires des services du Gouvernement de la Communauté française chargés de l'inspection des écoles;

2° d'un vice-président choisi parmi les directrices ou directeurs des écoles;

3° des membres choisis parmi les professeurs des écoles en activité de service ou retraités depuis moins de cinq ans;

4° d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint choisis parmi les membres de la direction générale de l'enseignement secondaire du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

§ 2. Le président, le vice-président, le secrétaire, le secrétaire adjoint et les membres sont nommés annuellement par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

CHAPITRE V. — Dispenses

Art. 21. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions peut dispenser des conditions d'admission, de l'interrogation sur certaines matières du programme et de l'observation des prescriptions relatives à la durée des études, le candidat qui justifie avoir subi avec succès, en Belgique ou à l'étranger, des épreuves équivalentes.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 22. L'Inspection pédagogique des cours et des stages est assurée par les services d'Inspection des Ministres ayant l'Enseignement secondaire et la Santé dans leurs attributions chacun pour ce qui le concerne.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1994 pour les écoles et au 1er janvier 1995 pour le Jury, progressivement, année par année et abroge au fur et à mesure l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet l'arrêté royal du 9 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession, l'arrêté royal du 16 juillet 1965 fixant le programme des examens pour l'obtention du brevet d'infirmier et d'infirmière et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993 relatif aux brevets d'enseignement professionnel secondaire complémentaire — section nursing.

Bruxelles, le 6 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Education,
Ph. MAHOUX

Annexe I à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie objectifs de la formation

1. Objectifs finaux

Au terme de sa formation, l'infirmier(ère) hospitalier(ère) sera capable d'assumer les responsabilités inhérentes à sa profession, c'est-à-dire :

- d'identifier les besoins de santé individuels ou communautaires;
- de promouvoir la santé et prévenir la maladie;
- de planifier -- coordonner -- prodiguer -- évaluer les soins infirmiers en se référant à une démarche de résolution de problèmes;
- de participer à l'élaboration, à la rédaction et à l'évaluation du dossier infirmier ou de tout autre support de données;
- de maîtriser la dispensation des soins infirmiers par une approche responsable, créative, globale de l'individu;
- de collaborer -- à l'établissement du diagnostic par le médecin ou à l'application du traitement avec discernement dans le respect de la prescription médicale;
- à l'organisation des services infirmiers et à l'éducation à la santé.

2. Objectifs intermédiaires

Cette formation permettra à l'étudiant(e) d'acquérir un savoir, un savoir-faire et de développer un savoir-être et un savoir-devenir.

1re année	2e année	3e année
Savoir		
1. Définir le rôle et les responsabilités de l'infirmier(ère) dans le système de santé. 2. Acquérir les connaissances théoriques de base nécessaires à la compréhension du fonctionnement de l'individu sain.	1. Développer la connaissance du rôle et des responsabilités de l'infirmier(ère) dans le système de santé. 2. Connaître et comprendre les problèmes de santé les plus fréquents et apporter les réponses infirmières adaptées;	1. Intégrer dans sa pratique journalière la connaissance du rôle et des responsabilités de l'infirmier(ère). 2. Utiliser les connaissances en sciences infirmières permettant d'appréhender une situation de santé complexe, en secteur hospitalier et extra-hospitalier.
Savoir-faire		
1. Appliquer une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers pour répondre aux besoins de base du client/patient 2. Acquérir une gestuelle de base des soins infirmiers. 3. Analyser la participation de l'infirmière au travail d'une équipe pluridisciplinaire.	1. Appliquer une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers pour répondre aux principaux besoins de santé perturbés du client/patient. 2. Développer et adapter la gestuelle aux situations de soins les plus fréquentes. 3. Participer au travail d'une équipe pluridisciplinaire.	1. Appliquer une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers pour répondre aux besoins du client/patient dans une situation de santé complexe en secteur hospitalier et extra-hospitalier. 2. Maîtriser la gestuelle professionnelle. 3. S'intégrer dans les activités d'une équipe pluridisciplinaire.
Savoir-être		
1. Etablir une relation attentive au client/patient, à son entourage et avec l'équipe. 2. Respecter les règles déontologiques	1. Adopter une attitude professionnelle dans les situations rencontrées. 2. Respecter les règles déontologiques et développer une réflexion vis-à-vis des problèmes éthiques.	1. Etablir une relation favorisant la "santé-bien-être" du client/patient et de son entourage. 2. Intégrer dans son activité professionnelle : - les règles déontologiques et légales; - un questionnement éthique.

Annexe II

A l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère)-orientation santé mentale et psychiatrie

Programme minimum

1. Enseignement théorique

A) Sciences infirmières

	1e	2e	3e
1. Orientation et éthique de la profession	X	X	X
2. Principes généraux de santé et soins infirmiers	X		X
3. Principes de soins infirmiers appliqués aux personnes saines et/ou malades et/ou handicapées en secteur hospitalier et en secteur extra-hospitalier			
3.1. Soins généraux	X		
3.2. Médecine générale et spéc. médicales		X	X
3.3. Chirurgie générale et spéc. chirurgicales		X	X
3.4. Puériculture et pédiatrie	X	X	
3.5. Hygiène et soins à la mère et au nouveau-né		X	
3.6. Santé mentale et psychiatrie		X	X
3.7. Soins aux personnes âgées et gériatrie	X	X	X
3.8. Soins à domicile			X

B) Sciences fondamentales			
1. Anatomie - physiologie (Biophysique, biochimie)	X		
2. Pathologie (notions générales de symptomatologie, des méthodes diagnostiques, dont la radiologie, et des thérapeutiques)			
2.1. Médecine générale et spéc., y compris gériatrie		X	X
2.2. Chirurgie générale et spéc.		X	X
2.3. Pédiatrie		X	
2.4. Obstétrique et gynécologie		X	
2.5. Psychiatrie	(X)	X	X
3. Bactériologie, virologie et parasitologie	X		
4. Diététique	X		X
5. Hygiène			
5.1. Etude de l'environnement	X		
5.2. Hygiène professionnelle et hospitalière	X	X	
5.3. Prévention et prophylaxie		X	
6. Pharmacologie	X		
C) Sciences sociales			
1. Sociologie			X
2. Psychologie et psychologie appliquée	X	X	X
3. Principes d'administration			X
4. Principes d'enseignement et éducation pour la santé		X	X
5. Législation sociale et sanitaire			X
6. Aspects juridiques de la profession			X
2. Enseignement clinique	X	X	X
(X) Concerne uniquement l'orientation santé mentale et psychiatrie.			

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 - 1995

[S-C - 29232]

6 MAART 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het verdrag tot instelling van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en bekrachtigd bij de wet van 2 december 1957, inz. op de artikelen 49, 57 en 66;

Gelet op de richtlijn 77/452/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen dd. 27 juni 1977 tot wederzijdse erkenning van de bekwaamheidsbewijzen van verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, en tot vergemakkelijking van de werkelijke uitoefening van het vestigingsrecht en van de vrije verstreking van diensten, gewijzigd bij de richtlijnen 81/1057/EEG dd. 30 oktober 1989 en 90/658/EEG dd. 4 december 1990;

Gelet op de richtlijn 77/453/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen dd. 27 juni 1977 tot coördinatie van de wets-, reglements-, en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, gewijzigd bij de richtlijn 89/595/EEG dd. 10 oktober 1989;

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals gewijzigd, inz. op artikel 6bis;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 30 april 1957 houdende coördinatie van de wetten dd. 29 juli 1953 en 27 juli 1955 op het technisch onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet dd. 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en getuigschriften, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 2 dd. 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximumaantal lestijden, per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs en van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 541 dd. 31 maart 1987 houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 460 van 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistent en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, zoals gewijzigd en aangevuld bij de koninklijke besluiten dd. 25 juli 1959, 9 juli 1960, 12 maart 1963, 21 december 1965, 3 april 1979, 17 mei 1979, 16 mei 1980, 13 september 1982, 1 februari 1993 en 6 november 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 1960 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van verpleger of verpleegster wordt toegekend en van de beroepsuitoefening, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 13 augustus 1962, 3 april 1979, 16 mei 1980, 13 september 1982, 1 februari 1993 en 6 november 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1965 tot vaststelling van het programma van de examens voor het bekomen van het brevet van verpleger of verpleegster;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en getuigschriften, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, d.d. 10 mei 1994;
 Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inz. art. 3;
 Gelet op de dringende noodzaak, de organisatie van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleging, in overeenstemming te brengen met de Europese richtlijnen;
 Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Gezondheid en van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Afdeling 1. — Bepalingen

Artikel 1. In dit besluit verstaat men onder :

« school » : elke inrichting of deel van inrichting die een onderwijs met volledig leerplan verstrekt, ingedeeld bij het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling « verpleging ».

« afdeling verpleging » : categorie waartoe de inrichtingen behoren die de in artikel 2 van dit besluit bedoelde brevetten, overeenkomstig de bepalingen die erin vervat zijn, toekennen.

« richting » : opleiding tijdens welke een gegeven deel van het leerplan van een afdeling wordt beklemtoond om de bekwaamheid in een bijzonder domein te vergroten.

« regelmatig ingeschreven leerling » : elke leerling die voldoet aan de inschrijvingsvoorwaarden, ingeschreven wordt voor het geheel van de leergangen van een bepaald studiejaar en de lessen en stages ervan regelmatig volgt met als doel, aan het einde van het schooljaar de uitwerking te verkrijgen van de rechten die de sanctie van de studies verleent.

Behalve bij overmacht, die door het inrichtingshoofd moet beoordeeld worden, wordt de leerling die meer dan zestig halve dagen afwezigheid telt, niet meer als regelmatig ingeschreven leerling beschouwd.

« examencommissie » : de examencommissie samengesteld door de Franse Gemeenschap en belast met de inrichting van de examens en van het eindexamen dat leidt tot het verkrijgen vna het brevet van verpleger(pleegster) of van verpleger(pleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie. De in afdeling I van hoofdstuk IV bedoelde examencommissie beantwoordt niet aan deze omschrijving.

« Klasseraad » : geheel van de leden van het onderwijzend personeel die, voorgezeten door het inrichtingshoofd of door zijn afgevaardigde, belast wordt een groep leerlingen op te leiden en te bepalen of de bij dit besluit vastgestelde criteria van welslagen zijn bereikt. De klasseraad spreekt zich uit bij meerderheid van stemmen, de stem van de voorzitter is doorslagend bij staking van stemmen.

« proef » : verrichting van controle die slaat op een bepaald deel van het leerplan van een studiejaar. De in artikel 4 en in hoofdstuk IV bedoelde voorbereidende proef beantwoordt echter niet aan deze omschrijving.

« examen » : geheel van de proeven van een studiejaar met uitsluiting van die van het laatste studiejaar.

« eindexamen » : geheel van de proeven voor het laatste studiejaar.

« stages » : werkzaamheden, ook geheten « klinisch onderwijs » in de richtlijn 1977/453/EEG d.d. 27 juni 1977, tijdens welke de student in instellingen en diensten, zowel in ziekenhuizen als buiten ziekenhuizen, de vereiste verpleging leert plannen, organiseren, verstrekken en schatten.

« verzorgingsverslag » : document opgesteld door de leerlingen of de kandidaten voor de examencommissie, dat bestemd is als bewijs van het verwerven van een methode voor oplossing van problemen, die aangepast is aan de verzorging.

« beslissing tot gelijkwaardigheid » : beslissing die wordt genomen ter uitvoering van de wet dd. 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en getuigschriften en van het uitvoeringsbesluit dd. 31 juli 1971.

Afdeling 2. — Programma en sanctie van de studies

Art. 2. § 1. De studies die tot het verkrijgen van het brevet van verpleger(verpleegster) en van verpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, leiden, omvatten drie studiejaar waarvan bijlage I de eind- en tussentermen en bijlage II het minimumprogramma bepalen.

§ 2. Een studiejaar omvat veertig weken met zesendertig lestijden van vijftig minuten.

§ 3. De opleiding omvat in totaal 2 240 lestijden klinisch onderwijs, verdeeld als volgt :

640 lestijden in het eerste jaar, 760 lestijden in het tweede jaar en 840 lestijden in het derde jaar.

Het programma van dit onderwijs wordt vastgesteld door de Minister bevoegd voor de gezondheid.

§ 4. In de scholen omvat de opleiding 2 080 lestijden met theoretisch en praktijkonderwijs verdeeld als volgt :

	1e	2e	3e
Verpleegkunde	480	360	320
Fundamentele wetenschappen	160	200	120
Sociale wetenschappen	40	40	80
Naar keuze van de inrichting	120	80	80

§ 5. De Minister onder wiens bevoegdheid het secundair onderwijs ressorteert, of zijn afgevaardigde kan een school machtigen om een of meer klassen van een studiejaar te organiseren volgens een glijdende uurrooster onder voorwaarde dat het totaal aantal klassen van het betrokken studiejaar niet hoger ligt dan dat, voortvloeiend uit de toepassing van de splitsingsnormen, en dat de bepalingen van dit besluit integraal worden toegepast op de van een glijdende uurrooster voorziene klassen.

Art. 3. § 1. Een attest van welslagen, opgesteld overeenkomstig de door de voor het secundair onderwijs bevoegde Minister bepaalde modellen wordt uitgereikt aan de kandidaten, geslaagd voor de examens van het 1e en het 2e jaar en voor het eindexamen.

§ 2. De in artikel 2 bedoelde brevetten waarvan de modellen worden bepaald door de Minister die bevoegd is voor het secundair onderwijs, worden uitgereikt door de scholen of door een examencommissie aan de geslaagde kandidaten nadat ze door de afgevaardigden van de Ministers tot wier bevoegdheid het secundair onderwijs en de gezondheid behoren, werden gevisieerd en daarna ingeschreven met inachtneming van de door de federale minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, vastgelegde regels.

§ 3. Is geslaagd de kandidaat die aan het geheel van de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden heeft voldaan.

Afdeling 3. — Inschrijvingsvoorwaarden

Art. 4. § 1. Om in het eerste studiejaar van een school of bij het examen voor het eerste studiejaar voor een examencommissie regelmatig ingeschreven te zijn, moet de kandidaat volgende bescheiden overleggen :

1° een attest van lichamelijke geschiktheid afgegeven hetzij door de geneesheer van de inrichting, hetzij door een geneesheer van de Administratieve Gezondheidsdienst;

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag sinds minder dan drie maanden afgegeven;

3° een van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

a) gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs;

b) studiebewijzen van het 6e jaar secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan;

c) bewijs waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het in hoofdstuk IV van dit besluit voorgeschreven examen;

d) bewijs waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het examen bepaald in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend;

e) beslissing tot gelijkwaardigheid met één van bovenvermelde bekwaamheidsbewijzen;

f) ter vrijwaring, het brevet van kinderverzorgster, verkregen voor 30 juni 1987 of het attest van welslagen in het 6e jaar secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan, verkregen vóór 30 juni 1985.

§ 2. Wat de examencommissie betreft :

a) moet het in § 1, 3°, bedoelde bekwaamheidsbewijs, met uitzondering van de beslissing tot gelijkwaardigheid, uiterlijk tijdens het kalenderjaar dat aan de inschrijving voorafgaat, verkregen zijn;

b) is de kandidaat ertoe gehouden een lijst over te leggen waarbij getuigd wordt dat hij minstens de 640 stagelestijden, voorzien in het 1e jaar, of het door de gelijkwaardigheidsbeslissing vastgestelde aantal, heeft volbracht.

Art. 5. § 1. Om regelmatig in het 2e studiejaar in een school of voor een examen van het tweede studiejaar voor een examencommissie ingeschreven te zijn, moet de kandidaat een attest van welslagen overleggen voor het eerste studiejaar dat leidt tot het verkrijgen van het brevet van verpleger(verpleegster) of van verpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, of van het diploma van gegradueerde verpleger(verpleegster), of van het brevet van verpleegassistent(e) of van verpleegassistent(e) — specialisatie psychiatrie, of de beslissing tot gelijkwaardigheid met een van die attesten.

§ 2. Wat de examencommissie betreft, moet a) het in § 1 bedoelde attest van welslagen, met uitzondering van de gelijkwaardigheidsbeslissing, ten laatste tijdens het kalenderjaar dat aan dat van de inschrijving voorafgaat, verkregen zijn;

b) is de kandidaat ertoe gehouden de in artikel 4, § 1a, 1° en 2°, bedoelde bescheiden, over te leggen alsmede een lijst die bewijst dat hij minstens de 760 stagelestijden voorzien in het 2e jaar, of het aantal vastgesteld door de gelijkwaardigheidsbeslissing heeft volbracht.

Art. 6. § 1. Om regelmatig in het 3e studiejaar in een school of voor een examen van het 3e studiejaar voor een examencommissie ingeschreven te zijn, moet de kandidaat een attest van welslagen overleggen voor het 2e studiejaar dat leidt tot het verkrijgen van het brevet van verpleger(verpleegster) of van het brevet van verpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, of van het diploma van gegradueerde verpleger(verpleegster) of van het brevet van verpleegassistent(e) of van verpleegassistent(e) — specialisatie psychiatrie, of de beslissing tot gelijkwaardigheid met een van die attesten.

§ 2. Wat de examencommissie betreft, moet a) het in § 1 bedoelde attest van welslagen, met uitzondering van de gelijkwaardigheidsbeslissing, uiterlijk tijdens het kalenderjaar dat aan dat van de inschrijving voorafgaat, verkregen zijn;

b) is de kandidaat ertoe gehouden de in artikel 4 § 1, 1° en 2°, bedoelde bescheiden over te leggen, alsmede een lijst van de stages waarbij getuigd wordt dat hij minstens de 840 stagelestijden, die in het 3e jaar voorzien zijn, of het aantal dat door de gelijkwaardigheidsbeslissing vastgesteld wordt, heeft volbracht.

HOOFDSTUK II. — De examens en de voorwaarden van welslagen*Afdeling 1. — In de examencommissie*

Art. 7. De examens en het eindexamen omvatten :

1° een voorafgaande geschreven proef die betrekking heeft op drie van de cursussen die op het programma van het betrokken studiejaar voorkomen, zoals in bijlage II van dit besluit is vastgesteld;

2° de volgende praktische proeven, elk voor een deel bij een patiënt volbracht en een verzorgingsverslag :

— in het 1e jaar, twee proeven die betrekking hebben op de algemene verzorging en/of op de verzorging van bejaarden;

— in het 2e jaar van de studies die leiden tot het verkrijgen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), twee proeven die betrekking hebben enerzijds op de verzorging in de geneeskunde en anderzijds op de verzorging in de heelkunde;

— in het 2e jaar van de studies die leiden tot het verkrijgen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, drie proeven die betrekking hebben op resp. : de verzorging in de geneeskunde, de verzorging in de heelkunde en de verzorging in de psychiatrie;

— in het 3e jaar van de studies voor het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), 3 proeven die resp. betrekking hebben op de verzorging in de geneeskunde, de verzorging in de heelkunde, de algemene verpleging en de bejaardenzorg;

— in het 3e jaar van de studies die leiden tot het verkrijgen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, drie proeven die betrekking hebben resp. op de verzorging in de geneeskunde, op de verzorging in de heelkunde en op de verzorging in de psychiatrie.

3° de mondelinge proeven die betrekking hebben op alle leergangen die op het programma voorkomen van het betrokken studiejaar.

Art. 8. § 1. Worden enkel tot de praktische proeven toegelaten de kandidaten die minstens 50 % van de punten voor de voorafgaande geschreven proef hebben verkregen .

§ 2. Worden enkel tot de mondelinge proeven toegelaten de kandidaten die minstens 60 % van het geheel van de aan de praktische proeven toegekende punten en minstens 50 % van de punten die aan elke proef worden toegekend, hebben verkregen;

Voor elke mondelinge proef worden 2/3 van de punten toegekend aan het gedeelte, bij de patient volbracht, en 1/3 aan het verzorgingsverslag.

§ 3. Geslaagd zijn de kandidaten voor de examens van het 1e en het 2e jaar die minstens 50 % van de aan elke mondelinge proef toegekende punten hebben verkregen.

§ 4. Geslaagd zijn voor het eindexamen, de kandidaten die minstens 60 % van het totaal van de punten voor het geheel van de proeven van het eindexamen en minstens 50 % van de aan elke mondelinge proef toegekende punten hebben verkregen.

Afdeling 2. — In de scholen

Art. 9. De examens en het eindexamen omvatten :

1° theoretische proeven die betrekking hebben op de vakken waarvan bijlage II van dit besluit het laatste studiejaar bepaalt tijdens welk ze moeten onderwezen zijn.

Een tijdens een bepaald jaar onderwezen vak moet het voorwerp zijn van een proef op het einde van dat jaar.

2° de volgende praktische proeven :

— in het 1e jaar twee proeven die betrekking hebben op de algemene verzorging en/of de verzorging van bejaarden;

— in het 2e jaar van de studies die leiden tot het verkrijgen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), twee proeven die enerzijds betrekking hebben op de verzorging in de geneeskunde en anderzijds op de verzorging in de heelkunde;

— in het 2e jaar van de studies die leiden tot het verkrijgen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, drie proeven die betrekking hebben resp. op de verzorging in de geneeskunde, de verzorging in de heelkunde en de verzorging in de psychiatrie;

— in het 3e jaar van de studies die leiden tot het bekomen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) drie proeven die betrekking hebben resp. op de verzorging in de geneeskunde, op de verzorging in de heelkunde en op de verzorging in de psychiatrie.

— in het 3e jaar van de studies voor het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, 3 proeven die resp. betrekking hebben op de verzorging in de geneeskunde, in de heelkunde en in de psychiatrie.

Art. 10. Worden enkel toegelaten tot de examens of het eindexamen de regelmatig ingeschreven leerlingen die minstens 60 % bij de voortgezette evaluatie van het klinisch onderwijs hebben verkregen. Deze evaluatie moet minstens stelen op de verzorgingsverslagen die de leerlingen moeten opstellen naar rato van gemiddeld een verslag per honderd stagelestijden.

Art. 11. Zijn geslaagd de kandidaten voor de examens van het 1e en het 2e jaar die minstens :

a) 50 % van de punten voor elke proef verkregen;

b) 60 % verkregen van de punten toegekend aan het geheel bestaande uit de in artikel 10 bedoelde voortgezette evaluatie en de twee of drie praktische proeven naar gelang van het geval. Voor de voortgezette evaluatie en het geheel van de twee of drie praktische proeven naar gelang van het geval dient een identiek afwegingscoëfficiënt;

c) 60 % van de aan het geheel van het examen toegekende punten.

§ 2. Zijn geslaagd voor het eindexamen de kandidaten die ten minste :

a) voor elke proef 50 % van de punten verkregen;

b) 60 % van de punten verkregen voor het geheel bestaande uit de in artikel 10 bedoelde voortgezette evaluatie, de 3 praktische proeven en een synthese waaruit blijkt dat de leerling de eerste tussentermen « bedrevenheid voor het 3e jaar » (bijl. 1) kan bereiken;

c) 60 % van de punten voor geheel het eindexamen.

De notering van het in punt b hierboven bedoelde geheel wordt berekend met een wegingscoëfficiënt van :

— 20 % voor het synthesewerk;

— 35 % voor de voortgezette evaluatie;

— 45 % voor het geheel van de drie praktische proeven.

§ 3. De klasseraad bepaalt zonder appel de lijst van de herkansingsproeven voor de leerlingen die voldeden aan de in b en c van §§ 1 en 2 vastgestelde voorwaarden maar niet aan die vastgesteld in punt a van dezelfde paragrafen.

HOOFDSTUK III. — Stages en gezondheidsbescherming

Art. 12. Behalve bij overmacht, waarover de Minister bevoegd voor gezondheid, oordeelt, worden de stages niet tijdens de winter-, de lente- en de zomervakantie ingericht.

2. De volgende regels zijn op de stages van toepassing :

1° tijdens het 1e en het 2e studiejaar mag tussen het beginuur en het einduur van de stage een tijdsperiode van hoogstens 10 uur verlopen;

2° tijdens het 3e studiejaar wordt ten minste 50 % van de stages ingericht volgens het in de betrokken diensten en eenheden van kracht zijnde uurrooster;

3° enkel tijdens het 2e en het 3e studiejaar mogen stages tijdens het weekeinde ingericht worden, ten belope van hoogstens 11 weekeinden, gespreid over twee studiejaar.

§ 3. De volgende regels zijn van toepassing op de 's nachts uitgevoerde stages :

1° tijdens het 1e en het 2e studiejaar mag geen enkele stage 's nachts worden ingericht;

2° tijdens het 3e studiejaar moeten tussen vier en acht nachtdiensten worden ingericht;

3° elke nachtprestatie moet een duur van minstens acht uur hebben;

4° tijdens de nachtstage staat de leerling onder het werkelijk toezicht van een verpleger (verpleegster) aanwezig in de betrokken dienst of eenheid.

§ 4. De dag- noch de nachtstage mag de leerling beletten de lessen bij te wonen of de arbeidsduurregeling overtreden die van kracht is in de betrokken sector.

Art. 13. De leerlingen worden elk jaar onderworpen aan hetzelfde geneeskundig toezicht als dat bepaald voor de verplegers(verpleegsters). De Ministers bevoegd voor gezondheid en secundair onderwijs worden gelast de voorwaarden voor dit toezicht vast te stellen.

HOOFDSTUK IV. — De examencommissies

Afdeling 1. — Voorexamen

Art. 14. § 1. Het voorexamen tot de in artikel 2 bedoelde studies wordt door een examencommissie afgenomen waarvan de samenstelling jaarlijks wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort; de Minister keurt eveneens het huishoudelijk reglement ervan goed.

§ 2. Het in § 1 bedoelde examen wordt in twee zittingen per jaar ingericht.

§ 3. De deelneming aan de organisatiekosten wordt op 2 000 (tweeduizend) frank voor elke zitting vastgesteld. Dit bedrag wordt bij elke inschrijving door de kandidaat betaald.

§ 4. De kandidaat die, na afloop van de eerste zitting, ten minste één vrijstelling heeft gekregen en bijgevolg niet in een toestand van algemene verdaging verkeert, wordt van de inschrijvingskosten voor de tweede zitting vrijgesteld.

Art. 15. Om tot het voorexamen toegelaten te worden moeten de kandidaten minstens 18 jaar oud zijn of deze leeftijd uiterlijk op 31 december van het jaar waarin het examen georganiseerd wordt, bereiken.

Art. 16. Het in artikel 14, § 1, bedoelde examen omvat :

1° een schriftelijk maturiteitsgedeelte :

a) de samenvatting van een mondelinge voordracht van algemene aard met een duur van ongeveer twintig minuten 50 punten

b) een commentaar op die voordracht 50 punten

2° een mondelinge bekwaamheidsproef die betrekking heeft op de volgende vakken :

a) wiskunde 50 punten

b) scheikunde 50 punten

c) natuurkunde 50 punten

d) biologie 50 punten

Het programma wordt door de examencommissie bepaald en door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, goedgekeurd. Het moet minstens van hetzelfde peil zijn als dat van een zesde jaar secundair beroepsonderwijs.

Art. 17. § 1. Slaagt voor het voorexamen de kandidaat die 50 % van de punten in elk vak en 60 % van de punten voor het geheel krijgt.

§ 2. De kandidaat die minstens 50 % van de punten voor het geheel der vakken krijgt verkeert in een toestand van algemene verdaging na afloop van de eerste zitting, en van afwijzing na afloop van de tweede zitting.

§ 3. De kandidaat die na afloop van de 1e zitting voor het geheel van de vakken ten minste 50 % maar minder dan 60 % van de punten krijgt, bekomt een vrijstelling bij de tweede zitting voor de vakken waarvoor hij minstens 60 % na afloop van de 1e zitting heeft verkregen.

§ 4. De kandidaat die na afloop van de 1e zitting 60 % van de punten verkrijgt voor het geheel van de vakken, moet bij de tweede zitting examen afleggen over de vakken waarvoor minder dan 50 % na afloop van de eerste zitting heeft verkregen.

Afdeling 2. - Organisatie van de examencommissie

Art. 18. § 1. De examencommissie richt twee zittingen per jaar in voor elk jaar van de studies voor de in artikel 2 bedoelde brevetten en de in artikel 3 bedoelde attesten.

§ 2. De bijdrage in de organisatiekosten wordt op 2 000 (tweeduizend) frank voor elke zitting vastgesteld. Dit bedrag wordt bij elke inschrijving door de kandidaat betaald.

Art. 19. De examencommissie heeft haar zetel bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming. Ze mag tot de delokalisering van bepaalde proeven beslissen. Ze maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het aan de Minister die bevoegd is voor het secundair onderwijs, ter goedkeuring voor.

Art. 20. § 1. De examencommissie bestaat uit :

1° een voorzitter gekozen onder de artsen - ambtenaren bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de schoolinspectie;

2° een ondervoorzitter, gekozen onder de schooldirecties;

3° leden gekozen onder de in actieve dienst zijnde leraars of onder de leraars die minder dan vijf jaar op rust zijn;

4° een secretaris en een adiunct-secretaris gekozen onder de leden van de algemene directie secundair onderwijs van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden worden jaarlijks door de voor het secundair onderwijs bevoegde Minister benoemd.

HOOFDSTUK I. - Vrijstellingen

Art. 21. De voor het secundair onderwijs bevoegde Minister mag van de toelatingsvoorwaarden, van de ondervraging over een deel van de leerstof van het programma en van de inachtneming van de voorschriften betreffende de studieduur de kandidaat vrijstellen die kan staven dat hij in België of in het buitenland gelijkwaardige proeven met goed gevolg heeft afgelegd.

HOOFDSTUK V. - Eindbepalingen

Art. 22. Voor de pedagogische inspectie van de cursussen en stages zorgen de inspectiediensten van de Ministers bevoegd voor het Secundair Onderwijs en de Gezondheid, elk wat hem betreft.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1994 voor de scholen en op 1 januari 1995 voor de Examencommissie, jaar na jaar, met geleidelijke opheffing van het koninklijk besluit dd. 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, het koninklijk besluit dd. 9 juli 1960 tot aanvulling van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, het koninklijk besluit dd. 16 juli 1965 tot vaststelling van het programma van de examens voor het bekomen van het brevet van verpleger en verpleegster en het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 1 februari 1993 betreffende de brevetten van aanvullend secundair beroepsonderwijs afdeling verpleging.

Brussel, 6 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX